

voir les meilleurs intérêts de la Confédération, et avait adopté un tarif en vue d'un revenu qui donnait une grande protection à tous ceux qui se trouvaient engagés dans les manufactures."

L'autre soir, lorsque l'honorable monsieur présenta l'amendement qui est maintenant devant la Chambre, je remarquai qu'il fit encore entendre qu'il avait toujours maintenu que l'adoption des principes libres-échangistes dans les circonstances où se trouvait le pays était impossible.

Or, voici ce que je lis : "La protection incidente, que ce tarif accorde est considérable ; il est donc absurde et faux de prétendre que la politique fiscale du Canada et celle de l'Angleterre sont identiques, ou que le parti libéral ne fait aucune distinction entre l'état des choses dans ce pays et celui de la mère-patrie."

Je trouve dans le même journal, en juillet dernier, un article qui attaque l'organe conservateur parce que celui-ci avait dit que le gouvernement d'alors considérait un marché local pour les produits agricoles comme "une vraie calamité," et il s'exprime dans les termes suivants :

" Cette assertion s'accorde avec celle qui va à dire qu'un gouvernement qui prélève sur les articles fabriqués de plus forts impôts qu'aucune autre administration coloniale anglaise, à l'exception d'une seule, et qui possède un tarif plus élevé que celui de la Grande-Bretagne elle-même avant qu'elle eût inauguré sa politique fiscale actuelle, est résolu à implanter au Canada, le libre-échange absolu."

Mais je le demande, ces deux propositions peuvent-elles être vraies ? Si l'Angleterre, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis se ressentent toutes de la même dépression, provenant d'une même cause, peut-on soutenir que les Etats-Unis ont été ruinés par la protection, et que le libre-échange a donné à la Grande-Bretagne une prospérité sans précédent.

J'oserai dire que la seconde de ces deux propositions est fautive. Je suis heureux de croire que l'Angleterre a fait des progrès rapides sous le système du libre-échange, durant les dernières trente-cinq années, et qu'elle a eu des succès inconnus jusque-là, mais la France et les Etats-Unis, deux pays qui ont joui de la protection, ont marché de pair avec elle.

Dans l'intervalle, il est survenu certaines circonstances qui ont donné une impulsion merveilleuse et universelle

au commerce et aux industries. On découvrit de l'or en Californie et en Australie, ce qui créa des communications fréquentes entre les divers pays. Puis s'ouvrirent les relations commerciales avec la Chine ; la domination anglaise s'étendit davantage aux Indes ; les barrières qui nous fermaient l'entrée du Japon furent renversées. Il se fit d'immenses progrès dans le commerce, grâce aux améliorations apportées aux moyens de transport à la vapeur par mer et par terre ; le télégraphe électrique nous a fourni des facilités de communications merveilleuses ; enfin, est venue l'idée de ces expositions internationales, qui ont donné une si grande impulsion aux entreprises industrielles. Toutes ces choses en elles-mêmes sont de nature à produire des effets qui ne peuvent disparaître dans la vie d'une seule génération.

Je le répète, les Etats-Unis et la France ne sont pas restés en arrière de l'Angleterre dans cette course vers le progrès.

Un honorable monsieur de la gauche, je crois que c'est l'honorable député de Wellington-Sud (M. Guthrie) en parlant de l'Angleterre, nous a donné des chiffres qui se rapportent à la période qui s'étend de 1842 à 1872 ; puis, en citant des statistiques au sujet des Etats-Unis, il a mis ensemble différentes séries d'années et les a comparées ; mais s'il eut comparé les chiffres qui se rapportent à une même période de temps aux Etats-Unis et en France, il se serait aperçu que le développement du commerce et de l'industrie dans ces pays n'était pas aussi inférieur à celui de la Grande-Bretagne qu'il le prétendait.

Je suis heureux de pouvoir consulter aussi souvent que je le fais un journal qui appuie le parti de l'opposition en cette Chambre. Voici ce que je trouve dans un article de fond qui y est publié :

" En France, dit-il, avant la révolution, les paysans mouraient d'inanition, le sol était épuisé, et l'aristocratie intolérable. Depuis, au milieu des troubles civils et de guerre avec l'étranger, ce pays n'a cessé de marcher en avant, le sort de sa population s'est amélioré, et son sol a été de mieux en mieux cultivé. Durant les vingt-cinq années passées, la valeur annuelle des produits agricoles de la France s'est élevée à la somme de £100,000,000. Aujourd'hui en Angleterre, les fermes ont besoin de locataires."